

Puis, il n'y a pas que la "Gazette" de Montréal à citer sur ce sujet. Le "Citizen", d'Ottawa, s'est aussi exprimé comme suit:

Le présent Parlement a encore plus d'une année à courir pour arriver à la fin de son terme. Si dans l'automne de 1916, la guerre dure encore, et si une élection générale n'a pas eu lieu dans l'intervalle, un appel au peuple serait aussi opportun que nécessaire à la fin de ce terme, parce que la situation sera alors si sérieuse qu'un Parlement renforcé par un nouveau mandat, obtenu du corps électoral, sera seul capable d'en résoudre les difficultés.

Ainsi, nous avons deux organes tories qui déclarent qu'il ne doit être aucunement question de prolonger le terme du Parlement, et qu'une élection générale doit être tenue dans le temps fixé par la Constitution.

Il y a certainement—je dois le dire—des hommes auxquels les élections sourient très peu. Il y a des hommes auxquels la présente malheureuse guerre fait réaliser de grands profits.

L'honorable M. CLORAN: Est-ce avec des paris? Ecoutez, écoutez.

L'honorable M. CHOQUETTE: Il y a des hommes pour qui la présente guerre est une fortune. Je ne parle pas seulement de ceux qui obtiennent du patronage. Je citerai simplement un extrait du "Wall Street Journal", qui mentionne un prospectus envoyé par sir Henry Pellatt, de Toronto. J'ignore à quel parti politique il appartient, et il m'importe peu de le savoir.

L'honorable M. CLORAN: C'est un tory.

L'honorable M. CHOQUETTE: Il est le président de la "Steel and Radiator Company of Canada". Or, dans un prospectus envoyé par cette compagnie, nous trouvons le passage suivant:

"On peut se faire une idée des profits résultant de la vente des munitions de guerre en Canada en examinant les chiffres donnés dans un rapport confidentiel fait par le colonel sir Henry M. Pellatt, président de la compagnie dite "Steel and Radiation, Limited, of Canada".

"Cette compagnie possède un capital versé de \$3,626,400. Cette compagnie doit obtenir des contrats de munitions de guerre au montant de \$2,060,000. On estime que des profits se montant à \$1,050,000 seront réalisés sur ces contrats, ou à peu près 50 pour 100 du capital ainsi placé.

Les contrats de la compagnie Steel and Radiation comprennent 200,000 shrapnels de 18 livres (l'enveloppe seulement) à \$3.80—ce qui forme un total de \$760,000, et qui a donné un profit net de \$400,000; puis 200,000 explosifs d'un gros calibre à \$4—ce qui donne un total de \$800,000, et le profit obtenu de ce dernier contrat a été également de \$400,000; puis 50,000 obus de six pouces de diamètre (de 100 livres), à \$10—ce qui donne un total de \$500,000, et le profit réalisé a été de \$250,000.

Bien que la compagnie dite Steel and Radiation Co., possède un outillage et un équipement pouvant être comparé avec l'outillage des meilleures usines du Canada, il n'est pas déraisonnable de supposer que les usines du même genre des Etats-Unis ne soient aussi efficaces.

Le bureau d'administration de la compagnie Steel and Radiation, Limited, comprend le colonel sir Henry M. Pellatt, président; le colonel sir John M. Gibson; sir William Mackenzie; Hubert M. McCrea; Samuel Trees; le lieutenant-colonel Reginald Pellatt; Gordon Perry; Thomas Southworth, et sir George Armstrong."

Il apparait, d'après ce que je viens de citer, que pas un de ces messieurs qui se vantent si hautement de leur loyauté, ne s'est encore enrôlé pour aller se battre sur le front. Ce sont pourtant, des colonels portant épaulettes d'or; mais pas un seul de ces colonels ne se montre disposé à faire partie des contingents militaires que nous envoyons sur le front en Europe. Ils fabriquent des obus pour tuer des allemands sur la ligne de combat, et ils invitent les jeunes gens du Canada à participer à la présente guerre. Je crois que ces hommes désirent que cette guerre soient continuée; mais les hommes, comme moi-même—qui ne sont partisans d'aucune guerre, désirent la paix. Je suis de ceux qui n'aiment pas à faire enrôler nos compatriotes pour les envoyer se faire tuer dans la présente guerre. Mes honorables collègues, ici, croient-ils que je suis seul de cet avis? Consultez nos populations et demandez leur si elles désirent que la guerre actuelle soit continuée plus longtemps, et leur réponse ne se fera pas longtemps attendre. Je présume que ces lieutenants-colonels et autres officiers qui ne s'enrôlent pas pour se rendre sur la ligne de feu, sont ou trop vieux, ou trop lâches pour le faire; mais ils obtiennent des commandes qui leur font réaliser 50 pour cent de profit net sur le matériel de guerre qu'ils fournissent. Si le peuple canadien veut accepter cet état de choses, je suis prêt à me soumettre à sa décision. Si vous allez devant le peuple et lui demandez un mandat autorisant cet état de choses; si le peuple le veut, je dirai très-bien; mais avant de connaître la volonté du peuple, je ne puis donner mon adhésion à cet état de choses.

Pour le moment, je suis tout-à-fait opposé à la proposition de prolonger la vie du présent Parlement. Aucune bonne raison n'exige cette prolongation. Au contraire, comme "la Gazette" et le "Citizen" l'ont dit, dans les circonstances critiques actuelles, si le gouvernement nous demande l'enrôlement de 500,000 hommes, pourquoi notre Parlement serait-il obligé—comme l'a fait remarquer à Portage La-Prairie le solliciteur général—pourquoi notre Parlement se